



NEWS RELEASE

CANADIAN COUNCIL OF CHIEF EXECUTIVES ♦ CONSEIL CANADIEN DES CHEFS D'ENTREPRISE

COMMUNIQUÉ

**OTTAWA
DIFFUSION IMMÉDIATE
LE 26 JUIN 2008**

***LE CONSEIL DES CHEFS D'ENTREPRISE ACCUEILLE LE
RAPPORT DU GROUPE D'ÉTUDE SUR LA CONCURRENCE ET
RÉCLAME LA MISE EN ŒUVRE DE SON PROGRAMME***

Le rapport déposé aujourd'hui par le *Groupe d'étude sur les politiques en matière de concurrence* fédéral donne aux Canadiens et Canadiennes un solide plan d'action en vue de stimuler la croissance économique, d'améliorer les perspectives d'emploi et de rehausser la qualité de vie face à l'intense concurrence au plan mondial, affirme le *Conseil canadien des chefs d'entreprise* (CCCE).

« La prospérité du Canada est en jeu et tous les Canadiens et Canadiennes pourraient en bénéficier si nos gouvernements décident d'agir promptement dans la mise en œuvre de ce programme de politiques équilibré et tourné vers l'avenir, a déclaré le chef de la direction et le président du CCCE, M. Thomas d'Aquino. Plus vite nous intervenons, plus vite le Canada améliorera sa compétitivité face aux risques et incertitudes qui s'intensifient sur la scène internationale. »

M. d'Aquino a félicité le Groupe d'étude pour l'approche globale et stratégique qu'il a adoptée face aux enjeux de la consolidation mondiale et des récentes prises de contrôle de plusieurs grandes entreprises ayant leur siège social au Canada. « La meilleure défense contre la disparition des champions canadiens consiste à préparer la relève, dit-il. Le Groupe d'étude a mis de l'avant une stratégie complète et convaincante de développement de nombreuses histoires de succès mondial dans les collectivités canadiennes. »

Le CCCE est le principal porte-parole des milieux d'affaires du Canada, représentant 150 chefs d'entreprises et entrepreneurs éminents de tous les grands secteurs et régions du pays.

M. d'Aquino a loué le Groupe d'étude pour le défi qu'il a lancé aux Canadiens et Canadiennes de tous les milieux à voir plus grand et à saisir les occasions de mondialisation économique. « Bercés par toutes les nouvelles économiques positives qu'ils ont reçues ces dernières années, les Canadiens et Canadiennes sont devenus dangereusement complaisants face à divers nouveaux défis à notre qualité de vie, dit-il. Le rapport du Groupe d'étude lance un cri d'alarme urgent et, comme le Groupe d'étude le précise, il n'y a pas de temps à perdre. »

Il a ajouté que plusieurs des questions abordées par le rapport du Groupe d'étude font l'objet d'un débat public depuis plus de vingt ans. « Nous sommes tous au courant des problèmes : Comment positionner le Canada pour assurer son succès sur la scène mondiale? Comment favoriser l'innovation dans le secteur privé? Comment créer une culture d'entrepreneuriat? Comment établir de meilleures universités? Comment renforcer nos villes? Face à toutes ces questions, nous avons maintenant un fort consensus national et toutes les raisons pour que nos concepteurs de politiques appliquent les recommandations du Groupe d'étude dans les plus brefs délais. »

M. d'Aquino a noté que le programme en matière de compétitivité mis de l'avant par le Groupe d'étude est un reflet fidèle du travail effectué par le CCCE sur le dossier de la compétitivité au cours des 30 dernières années. Au début des années 1980, par exemple, le Conseil fut le principal artisan du secteur privé dans la campagne en vue de libéraliser le commerce nord-américain et international, reconnaissant qu'une concurrence plus ouverte serait un puissant stimulant à l'innovation et la productivité du Canada. Depuis lors, les membres du Conseil ont fait preuve, sur des questions aussi diverses que l'inflation, les déficits gouvernementaux, la fiscalité, l'environnement, les stratégies de stimulation d'emploi et la réglementation, d'un engagement indéfectible envers les politiques qui rehausseront la position du Canada dans le monde en renforçant la capacité du Canada à concurrencer sur le plan international en matière d'emplois, d'investissements et de talents.

Il y a deux ans, dans un rapport intitulé *Du bronze à l'or : Un plan de leadership canadien dans un monde en transformation*, le CCCE pressait les parlementaires de tous les partis à travailler ensemble et à voir grand dans la façon de positionner le Canada en vue de plus grands succès. « Nous croyons dans l'immense potentiel du Canada dans une économie ouverte, de dire M. d'Aquino. Mais, comme nous l'avons dit dans *Du bronze à l'or*, les Canadiens et Canadiennes doivent faire preuve, plus que jamais, de détermination et de créativité si nous voulons que nos enfants prospèrent dans les décennies à venir. »

Mr. d'Aquino a dégagé les appels à l'action lancés par le Groupe d'étude dans les domaines de :

- **La réforme fiscale** – réduction de l'impôt sur le revenu des sociétés, élimination des impôts sur le capital, réduction de l'impôt sur le revenu des particuliers des Canadiens à faibles et moyens revenus et harmonisation des taxes de vente provinciales avec la TPS;
- **Le perfectionnement des compétences** – appui de l'excellence dans l'éducation postsecondaire et réforme des procédés d'immigration du Canada afin de répondre aux besoins du marché du travail;
- **Le développement d'entreprises mondiales** – orientation de la politique publique sur l'encouragement des petites et moyennes entreprises ayant le désir et la capacité de se développer sur la scène internationale;
- **La gouvernance des sociétés** – donner aux administrateurs des entreprises publiques canadiennes les mêmes pouvoirs que leurs homologues des États-Unis dans l'évaluation des offres de mainmise;
- **L'union économique du Canada** – élimination de toutes les barrières internes au libre écoulement des produits, des services et des personnes d'ici trois ans et harmonisation des politiques et procédures fédérales et provinciales en matière d'évaluation environnementale;
- **Les relations Canada-États-Unis** – adopter, comme priorité ultime du Canada en matière de commerce la nécessité d'assurer la sécurité et l'efficacité des mouvements des produits et des personnes sur la frontière Canada-États-Unis;
- **Le commerce et les investissements internationaux** – établir un échéancier ambitieux de mise en place d'accords de commerce et d'investissements avec des pays prioritaires selon les observations des milieux d'affaires;
- **La réglementation** – évaluer tous les règlements nuisant à la compétitivité et harmoniser, dans la mesure du possible, les produits et normes professionnelles avec les États-Unis;
- **L'innovation et la propriété intellectuelle** – assurer que les politiques en matière de R&D et d'innovation appuient les investissements au pays et à l'étranger et que les nouvelles lois sur les droits d'auteur, les brevets, les contrefaçons et la piraterie récompensent les créateurs et encouragent la compétition et l'innovation.

CONSEIL CANADIEN DES CHEFS D'ENTREPRISE
LE 26 JUIN 2008
PAGE 4

Fondé en 1976, le CCCE est un organisme non partisan sans but lucratif qui s'est fixé comme objectif de faire du Canada « *le meilleur endroit au monde où vivre, travailler, investir et prospérer* ». Ses sociétés membres ont un actif combiné de plus de 3,5 trillions de dollars d'actifs, ont un chiffre d'affaires annuel de plus de 800 milliards de dollars et sont responsables de la grande majorité des investissements, exportations, formation et recherche et développement au Canada.

Outre M. d'Aquino, les membres du Comité exécutif du CCCE sont : le président du Conseil d'administration, Gordon M. Nixon, président et chef de la direction de la Banque Royale du Canada, le président honoraire, Richard L. George, président et chef de la direction de Suncor Énergie Inc. et les vice-présidents Dominic D'Alessandro, Paul Desmarais, jr, Jacques Lamarre, Hartley T. Richardson et Annette Verschuren, respectivement chefs de la direction de la Financière Manuvie, Power Corporation du Canada, le Groupe SNC-Lavalin inc., James Richardson & Fils, Limitée et Home Dépôt du Canada et d'Asie.

- 30 -

Renseignements :

Ross Laver
(613) 238-3727
ross@ceocouncil.ca